

# LE MCGILL DAILY français

## McGill-Québec prend un virage politique

Anick Goulet

McGill-Québec qui, depuis sa création en 1986, a surtout organisé des activités culturelles francophones sur le campus, a décidé de prendre un virage politique en s'impliquant « activement » dans le débat sur l'avenir constitutionnel du Québec.

L'organisme prévoit ainsi, pendant les prochaines semaines, une série d'activités qui devrait déboucher sur la présentation d'un mémoire devant la Commission parlementaire Bélanger-Campeau.

Le premier débat a été prévu pour le mercredi 3 octobre. Charles Taylor, professeur de sciences politiques à McGill, ainsi que Daniel Latouche, politologue à l'INRS et chroniqueur au *Devoir*, discuteront du nationalisme canadien et québécois et du malentendu qui découle de leur confrontation.

McGill-Québec croit que la réflexion politique qui s'engagera lors

de cette conférence stimulera les étudiants et étudiantes, et les amènera à participer à la rédaction du mémoire.

Suite au débat, tous les membres de l'organisme et les intéressés, seront ainsi invités à se réunir pour élire un comité de rédaction. Ce comité se séparera pour étudier différents thèmes reliés à la question nationale. Un document sera enfin soumis à l'assemblée générale des membres de McGill-Québec pour l'adoption finale du mémoire.

Pour Marc-Antoine Adam, président de l'association, ce mémoire pourrait avoir beaucoup d'importance pour McGill et pour la société québécoise en général.

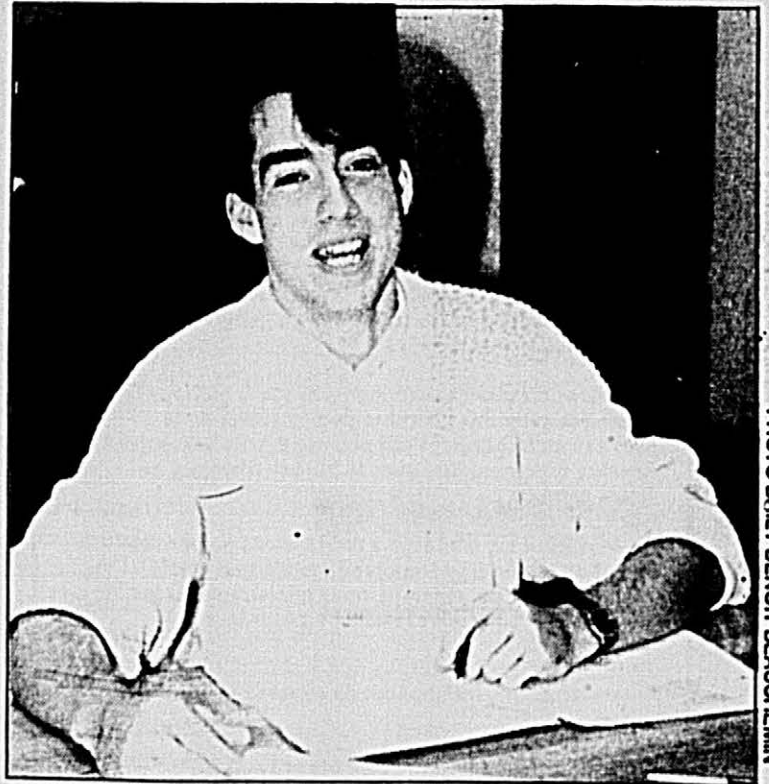
En effet, selon lui, McGill doit se débarrasser des « sujets tabous » pour engager définitivement le dialogue entre anglophones et francophones sur la question nationale. Constituante de la société québécoise, McGill est, selon lui, un

microcosme de la dualité canadienne et « peut avoir », comme telle, « un impact considérable sur le débat à venir ».

M. Adam ne considère pas toutefois que le mémoire qui va être déposé à la mi-novembre puisse être jugé représentatif de la communauté étudiante mcgilloise.

Le président de McGill-Québec déplore ainsi que l'échéance pour la remise des mémoires ait été fixée à la fin du mois d'octobre. Ce délai ne permet pas, en effet, aux associations étudiantes de susciter le débat dans leurs institutions respectives et d'en dégager des conclusions significatives.

Le mémoire de McGill-Québec ne pourra vraisemblablement pas être prêt pour l'échéance prévue par le gouvernement. Marc-Antoine Adam espère toutefois que les démarches entreprises auprès du ministère des Affaires inter-gouvernementales seront fructueuses et que le mémoire pourra être déposé à la mi-novembre.



Marc-Antoine Adam, président de McGill-Québec

PHOTO DAILY BENOT BEAUCHEMIN

## Regroupement des étudiantes et étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles

Alan Bowman

Une nouvelle association étudiante nationale est née. Jeudi dernier, le Regroupement des associations de cycles supérieurs du Québec (RACSQ) annonçait officiellement son incorporation.

Formé des associations étudiantes de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles des universités de Montréal, de Sherbrooke, Laval, McGill, de l'UQAM, de l'UQAR ainsi que de l'École Polytechnique, le RACSQ existe de façon informelle depuis deux ans. Les associations qui en sont membres représentent plus de 30 000 personnes.

M. Denis Verrette, président du RACSQ, a affirmé en conférence de presse que « les étudiantes et étudiants sont comme M. Bourassa - fatigué-e-s de ne pas être entendus ». C'est en partie parce que « le gouvernement provincial n'a pas tenu compte de nos avis » lors du dégel des frais de scolarité que les associations de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles ont senti le besoin de s'unir « en association nationale pour s'assurer une plus grande présence et visibilité. »

M. Verrette a également affirmé que les dossiers prioritaires du RACSQ seraient la modification de la loi 32, qui pour l'instant ne permet qu'à une seule association étudiante d'être accréditée par campus, la participation à un colloque sur la nouvelle mission de l'Uni-

versité de Montréal ainsi que toute la question de l'accessibilité à l'université.

En ce sens, le RACSQ veut forcer le gouvernement à analyser les conséquences de ses choix, et ce, en exigeant que celui-ci commence par faire des études sérieuses sur l'impact des hausses de frais de scolarité. Le regroupement demande au gouvernement de suspendre les hausses actuelles tant que de telles études n'auront pas été effectuées et rendues publiques.

Le RACSQ a profité de l'occasion pour dévoiler les résultats d'une enquête sur les effets du régime d'impôt post-universitaire australien (voir article plus loin).

Quant à la coopération avec d'autres associations étudiantes nationales, comme l'ANÉÉQ ou la FÉÉQ, M. Verrette affirme qu'elle ne se fera que quand les buts visés seront communs aux différentes associations. M. Éric Darier, représentant de l'association des étudiantes et étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles de McGill (PGSS) au RACSQ, nous a donné en exemple la participation de la PGSS et d'autres associations graduées aux différentes manifestations du printemps dernier contre le dégel des frais de scolarité. Le RACSQ tient cependant pour l'instant à conserver son indépendance; toute idée de fusion avec une association déjà existante est donc écartée.



PHOTO DAILY ALAN BOWMAN

Slim Saïdi, Grégoire Leclerc, Denis Verrette, Rhonda Mawhood et Eric Darier, du RACSQ

## L'impôt post-universitaire peut avoir des conséquences néfastes

Alan Bowman

Des augmentations de frais de scolarité faites par l'entremise d'un régime d'impôt post-universitaire pourraient avoir des effets très nocifs sur la composition de la masse étudiante.

C'est du moins ce que laissent supposer les résultats d'une enquête menée l'an dernier par le gouvernement de l'Australie, où un système d'impôt post-universitaire est en vigueur depuis 1989. L'enquête consistait en un vaste sondage dans deux provinces australiennes. Plus de 30 000 questionnaires ont été distribués.

Le gouvernement australien a expérimenté différents moyens pour introduire des frais de scolarité. Avant 1986, l'éducation universitaire était gratuite en Australie. De 1986 à 1988, des frais de scolarité ont été exigés. Depuis 1989, on permet aux étudiantes et étudiants

qui le veulent de reporter le paiement de ces frais au moment où elles ou ils atteindront le marché du travail. Les frais sont ensuite perçus comme un supplément à l'impôt sur le revenu chez les diplômés ayant un revenu dépassant un certain niveau. (Ce qui veut dire que les diplômés à faible revenu ne seront pas tenus de rembourser leurs frais de scolarité.)

Cette mesure, qu'on peut aisément qualifier de moins brutale que les augmentations de 140 p. cent des frais de scolarité québécois, a quand même eu des conséquences graves sur la composition de la population étudiante en Australie.

À ce qui en est de l'accès aux études supérieures, les effets ne semblent pas dramatiques. Seulement deux p. cent des gens admis à l'université mais n'ayant pas décidé de s'y inscrire ont cité l'impôt post-universitaire comme motif principal de leur choix.

Cependant, les effets sont beaucoup plus prononcés au niveau des études de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles. Dix p. cent des étudiants et étudiantes de ce niveau ayant abandonné leurs études attribuent principalement leur décision à l'impôt post-universitaire.

Autre élément très important : les groupes les plus durement touchés d'après le rapport sont « celles et ceux pour qui l'université était déjà coûteuse » en particulier :

- les étudiantes et étudiants adultes
- ceux et celles dont la langue maternelle n'est pas la langue officielle (l'anglais en Australie)
- celles et ceux dont la mère a moins de douze années de scolarité
- les étudiantes et étudiants à temps partiel des cycles supérieurs provenant d'une famille nombreuse et dont le niveau de scolarité du père ne dépasse pas le secondaire.



## Servir les Canadien(ne)s au pays et à l'étranger

Les personnes qui travaillent au ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur profitent du même avantage : pouvoir se tailler une carrière aux horizons presque illimités. Affectées à une diversité de mandats tant au pays qu'à l'étranger, elles acquièrent une expérience qui leur ouvre la voie à une carrière nationale et internationale. Nous encourageons la participation des femmes, des autochtones, des membres des minorités visibles et des personnes handicapées.

Si vous avez la citoyenneté canadienne et, avant la fin de juin 1991, un diplôme de fin d'études universitaires, remplissez un formulaire de demande d'emploi et présentez-vous aux examens du Service extérieur qui auront lieu le 20 octobre 1990 dans toutes les villes canadiennes où il y a un campus universitaire. La date limite pour vous inscrire est le 12 octobre 1990. Afin d'obtenir une demande d'emploi et de plus amples renseignements sur les examens et une carrière à titre d'agent(e) du service extérieur, communiquez avec le bureau de la Commission de la fonction publique du Canada le plus près de chez vous ou le bureau d'emploi de votre campus.

Un agent du service extérieur sera sur le campus la première semaine d'octobre pour discuter de la carrière au Ministère. Pour plus de détails à ce sujet, veuillez communiquer avec le bureau d'emploi de votre campus.

Le Ministère est intéressé à recruter des personnes ayant un diplôme universitaire, quelle que soit la discipline. Par conséquent, nous encourageons les étudiants de toutes les facultés à poser leur candidature.

Venez découvrir les chances de succès qui vous sont offertes.

*This information is also available in English.*

**Canada**



Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

## McGill University Mini-Courses 1990 Welcome!

### Eligibility:

The McGill Students' Society invites you to participate in the WINTER MINI-COURSE program - these are non-credit, instructional courses designed for the enjoyment of the students of McGill, as well as for the general public.

These courses are open to the general public; however, members of the McGill Students' Society will enjoy a slightly reduced fee. (All McGill students are members of the Students' Society, except non-resident students and those in programs administered by the Centre for Continuing Education.)

### Registration:

Registration takes place in the Union Building, 3480 McTavish, room 105.

The dates and times are as follows -

Sept. 26, 9-11 am

Sept. 27, 2:30-4:30 pm

Oct. 2, 9-10:30 am

Oct. 3, 4-6 pm

**PLEASE NOTE:** Cash only, otherwise you will not be able to register.

(N.B. The Students' Society reserves the right to cancel any Mini-Course for which there is insufficient registration.)

The classes are all held in the Union Building, and you will be notified at registration of the precise room number. You will get a refund only if the class is officially cancelled, in which case you will be able to pick up the refund in the Union Building, rm. 105. **KEEP YOUR RECEIPT!**

*For more information on the courses, pick up a Mini-Courses flyer at the Information desk in the Union Building, or call 398-8222.*



Sponsored by the Students' Society of McGill.

## CP Rail – Pour une carrière d'avenir en marketing

CP Rail est l'une des entreprises de transport les plus florissantes et innovatrices dans le monde. Nous sommes un chef de file réputé pour notre adaptation de la technologie de pointe aux problèmes de transport et pour la mise au point de stratégies de marketing en partenariat avec nos clients, afin de relever les défis que pose la concurrence en Amérique du Nord et à l'échelle internationale.

À titre de plus grand chemin de fer privé du Canada, nous nous efforçons de remplir nos engagements de service à la clientèle et de croître dans l'industrie.

La clé de notre succès, ce sont nos gens. La société CP Rail de demain sera dirigée par des diplômés universitaires prêts à relever ces défis stimulants.

Nous recherchons des gens de haut calibre, détenteurs de diplômes dans les domaines du génie et des affaires et disposés à relever ces défis en se joignant à notre équipe d'experts en marketing et ventes. Pourquoi ne pas venir parler de vos possibilités de carrière avec l'un de nos représentants ?

À CP Rail, les postes sont offerts à toutes les personnes compétentes; nous encourageons particulièrement les femmes, les autochtones, les handicapés et les membres de minorités visibles à poser leur candidature.

Les candidats doivent être prêts à déménager.

**CP Rail**

Nous serons au campus le 2 octobre.

Pour plus de renseignements, veuillez vous adresser à votre bureau de placement.





## Entrevue

# Harmonie d'une crise à Châteauguay

*Le propre d'une crise c'est son côté imprévisible. Tout peut arriver, le pire autant et sinon plus que le meilleur. Et, dans une crise, l'élément le moins contrôlable est souvent la population impliquée. On l'a bien vu cet été avec les réactions souvent regrettables d'une partie de la population de Châteauguay. C'est pourquoi les Services Sociaux, le CLSC et l'hôpital de cette ville ont consacré leurs énergies à tenter de gérer la crise. Catherine Bertrand, responsable du service social en milieu hospitalier à Châteauguay, nous en parle.*

par Isabelle Martin

Dès que les Services Sociaux et le CLSC se sont aperçus que la crise autochtone était là pour durer, ils ont coordonné leurs efforts pour assister la population. « Notre plus grande peur était que quelqu'un décide de régler le problème par la violence. Nous avons ainsi eu le cas d'un bonhomme qui était prêt à régler tout par lui-même en allant se pointer aux barricades avec des armes. Heureusement on a réussi à le calmer. »

Une grande partie des services psycho-sociaux offerts à la population visaient à leur faire « ventiler » leur colère, que la frustration qui était inévitable soit exprimée de façon acceptable pour la société. Il était important de ne jamais faire perdre de vue aux gens, excédés par la fermeture du pont, qu'il valait la peine de faire un détour si cela pouvait éviter un bain de sang.

D'un tel point de vue, que penser de la virulence de certains animateurs de lignes ouvertes ? « C'est sûr que certaines émissions ont amplifié le problème et avivé la colère, mais elles ont aussi permis

d'exprimer ce que les gens n'auraient pas dit autrement. »

Catherine Bertrand regrette cependant que les gens de Châteauguay ne soit pas venu chercher le type de services, offerts au CLSC, dont ils avaient besoin pour faire sortir leur agressivité.

Non seulement la population mais aussi les intervenants de tous types ont besoin de soutien au long de cette crise. Leur situation est d'autant plus difficile qu'ils vivent aussi à Châteauguay et partagent les préoccupations de la population. Ainsi, Mme Bertrand se rappelle une infirmière de l'hôpital Anna-Laberge qui appréhendait que l'artillerie des Mohawks raserait la ville. Elle avait peur que si sa petite fille était tuée jamais elle ne pourrait soigner un amérindien.

Malgré les grandes tensions qu'elle a créées, la crise aura un effet bénéfique en permettant un rapprochement entre les services existants de Châteauguay. Madame Bertrand qualifie d'extraordinaire la mobilisation des divers organismes, qui ont réussi à se coordonner

rapidement sans avoir de plan pré-défini et à développer un esprit d'équipe.

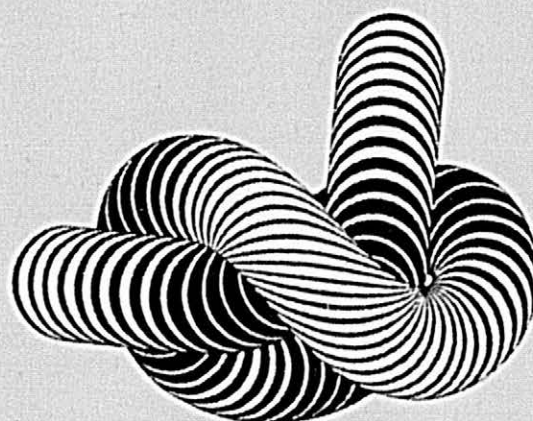
Il serait quand même souhaitable qu'une petite équipe permanente formée en gestion de crise existe. Quand on pense aux accidents écologiques qui se font de plus en plus courants, la nécessité d'une telle équipe saute aux yeux. Une telle structure permettrait de rassurer la population en démontrant que la situation est bien en main.

Personnellement, Catherine Bertrand aime dire qu'elle sort grandie de l'expérience de cet été. Au niveau professionnel, elle a l'impression d'avoir appris énormément lors d'une réunion entre tous les intervenants mêlés à la crise. « C'est une chance pour moi de participer à cette crise et de rencontrer un spécialiste comme Raymond Lafont qui a une grande expérience [en gestion de crise]. »

Lors de cette rencontre, elle s'est rendue compte que la crise autochtone n'était pas unique en son genre. Son effet est semblable à celui des catastrophes de Saint-Amable, de Saint-Jean ou de Saint-Basile-le-Grand.

« Toutes ces crises sont pareilles de par les réactions physiologiques et psychologiques qui sont les mêmes. La psychose extérieure y est aussi folle. » Autant les réactions physiques (telle l'insomnie) que la peur de mourir, que ce soit par les armes ou les BPC vont affecter les gens confrontés à une situation de crise. Sur le plan matériel, les maisons de Châteauguay et de Saint-Basile subissent la même

## La crise :



## Faire face au stress

dévaluation. De plus, les visites de l'extérieur de la ville se feront aussi rares, la parenté ou les amis éviteront de venir souper à Châteauguay.

Certes, la crise amérindienne se complique du fait que l'« ennemi » n'est pas les BPC mais les autochtones. Cette complication se reflète surtout une fois la crise terminée. « C'est sûr que ce sera long avant de normaliser et de trouver un équilibre ensemble. » Aux Services Sociaux et au CLSC, « l'après-crise » n'est pas encore totalement planifiée, surtout parce que l'on ne sait pas encore comment la crise finira.

Actuellement les efforts tendent vers la normalisation de la situation. Le retour à l'école fut une étape importante dans ce processus. « Il s'agissait de préparer des professeurs, qui eux-mêmes avaient

vécu une crise d'identité au cours de l'été, à commencer l'année scolaire. »

Selon Catherine Bertrand, la population de Châteauguay commence à vivre avec la crise. « Les gens en ont marre de la crise et d'en parler. Ils commencent à parler d'autre chose, toujours en sachant que la crise est quand même là, mais que d'autre chose existe. »

Quant à savoir si l'effet de la crise à long terme pourrait être bénéfique pour la reconnaissance de la situation autochtone, Catherine Bertrand en doute : « Certains le voient comme cela mais je ne suis pas sûre que la population est rendue déjà au point où elle sent que le problème doit être réglé. Ces gens [les amérindiens] se font encore traiter de sauvages ! Mais c'est vrai que [cette crise] aura valu la peine si cela réveille les gens. »

## Nouvelles

# Le campus de McGill est-il sécuritaire?

Sophie Tremblay

En ce début d'année, le campus de l'Université McGill assiste à la naissance et la promotion de plusieurs organismes visant à l'amélioration du milieu étudiant (tels le *Walk Safe Network* et le *Women's Union*). En réponse aux demandes de ces groupes, l'Université a mis les droits et les obligations des étudiant-e-s sur sa liste de priorités, afin de se conformer à l'article 7 de la Charte des Droits de l'étudiant qui dit que « l'Université a l'obligation de maintenir des conditions d'apprentissage et d'étude sécuritaires et convenables. »

Récemment et dans ce but, l'As-

sociation des Étudiants et Étudiantes de l'Université McGill a supervisé l'installation d'un nouveau réseau de téléphones d'urgence sur le campus. Ils sont situés à l'extérieur des édifices Leacock, Stewart Biology, Strathcona Dentistry, McConnell Engineering et du département d'éducation et sont directement reliés au système de la sécurité de McGill. L'administration espère qu'ils seront rapidement adoptés pour signaler les urgences sur le campus.

De la même façon, une nouvelle ligne téléphonique d'urgence, 398-PÖWR (398-7697), sera installée d'ici quelques semaines pour donner des informations générales au sujet des droits et obligations des

étudiants et des étudiantes à McGill.

Il n'y a pas que sur le campus que la sécurité pose un problème, mais dans les rues de Montréal aussi. En réaction à ce problème, on offre un peu partout des cours d'autodéfense, autant pour les femmes que pour les handicapés ou encore pour les enfants. À McGill, le *Women's Union* finance à l'occasion, des cours de ce genre.

Précisons certains détails de la réalité encore méconnus ou mal perçus... Par exemple, la moitié des agressions ont lieu le jour, même si on aurait tendance à croire le contraire. De plus, les victimes d'agression sexuelle sont majoritairement attaquées par quelqu'un qu'elles connaissent, dans un envi-

ronnement familial.

Heureusement, il existe aussi certains moyens de prévenir le danger sans chercher la bataille. Une initiative des étudiantes de McGill a eu pour conséquence la création du *Walk Safe Network*. Elles organisent des groupes pour partir de la bibliothèque McLennan ensemble les soirs de semaine vers 10:45 heures en direction du Plateau, du métro Atwater, des résidences et du ghetto.

Ce fameux ghetto, situé à l'est du campus, idéal pour les étudiants qui n'entendent pas leur réveil-matin, a une assez mauvaise réputation pour ses rues très mal éclairées. Beaucoup ont peur, et avec raison, mais il est très difficile de

prévenir les nouveaux du quartier puisqu'il n'y a aucune vraie statistique qui soit publiée sur le sujet. D'un côté, quant à savoir qui devrait remédier à cette situation, l'Université déclare que le ghetto n'est pas sa propriété, donc aucunement sa responsabilité... (soit dit en passant que la sécurité sur le campus n'est pas meilleure) D'autre part, la police de la ville de Montréal fait seulement des rapports par district. Ceux-ci ne sont pas très utiles puisque le district auquel appartient le ghetto comprend aussi tout le centre-ville de Montréal. De plus, les autorités ont estimé que seulement une portion

suite à la page 6

### Le McGill Daily français

rédaction en chef: Alan Bowman, Anick Goulet  
rédaction nouvelles: Robert Herrera, Isabelle Martin  
rédaction culture: Benoit LeBlanc

### Le McGill Daily

coordination: Heather Mackay  
coordination nouvelles: Susans Bejar  
rédaction nouvelles: -  
coordination artistique: -  
coordination photo: Katerina Cizek  
rédaction culturelle: Carl Wilson, Mani Haghighi  
rédaction scientifique: -

bureau de la rédaction: 3480 McTavish, suite B-03, Montréal, Québec H3A 1X9 tél.: (514) 398-6784  
bureau de publicité: 3480 McTavish, suite B-17, Montréal, Québec H3A 1X9, tél.: (514) 398-6790

### collaboration

Judith Cotton-Montpetit Jean-Pierre Corbeil  
Patricia Da Silva Nathalie Armand-G.  
Frédérique Disant Philippe Archambault  
Sophie Tremblay Philippe Axelsen  
Eric Girouard Luc Grenier

Le McGill Daily Français encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source. (Sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés - incluant les articles de CUP et de la PEO) Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Daily n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par David Martin Development Inc. Le Daily est un membre fondateur de la Canadian University Press «CUP» de la Presse étudiante du Québec «PEQ» de Publi-Paq et de CampusPlus.



## Culture

# La vieille dame et la souris



## théâtre

Benoît LeBlanc

*Et Laura ne répondait rien* de René Daniel Dubois, mise en scène de Martin Faucher, avec Janine Sutto et Marc Béland au Théâtre de Quat'sous, jusqu'au 13 octobre.

*Joséphine la cantatrice, ou le peuple des souris...* de Franz Kafka, par Boff Boff Broadway à la salle Fred-Barry, une adaptation de Michael McClure dans une mise en scène de André Thérien, jusqu'au 13 octobre.

Deux pièces totalement différentes ouvrent en ce moment la saison théâtrale à Montréal. L'une, des plus intimistes, est représentée au théâtre de Quat'sous, l'autre, des plus dynamiques, prend forme à la salle Fred-Barry.

## • Et Laura ne répondait rien

Ecrite par l'un de nos meilleurs dramaturges contemporains, René Daniel Dubois, ce drame a été choisi pour inaugurer la 35e saison du Quat'sous. Fidèle à sa réputation, cette salle nous offre un huis-clos dense, sobre et intense.

Comme nous l'a confié la semaine dernière Marc Béland, cette pièce à deux personnages raconte l'aventure amoureuse bouleversante d'une septuagénaire qui se confie à un jeune infirmier dans la vingtaine.

Madame F. ressasse sa relation épineuse avec Laura, voilà plus de trente ans. De leur enfance à leur association en affaire, elle relate tous les événements cruciaux l'ayant marquée et surtout blessée. Ainsi un jour, Laura décide de tout quitter pour un homme.

Dès lors, tout s'est arrêté pour Madame F.: « J'ai l'impression d'avoir manqué le bateau, mais je ne sais pas lequel ». L'infirmier attentif qui enregistre tout « découvre

quel'on puisse vivre avec le sentiment d'être mort ».

Inutile de préciser que les gens sortant d'une récente thérapie post-dépressive devaient éviter cette oeuvre grave, ne communiquant pas beaucoup d'espoir. Toutefois, cette production renferme une grande richesse d'émotions, de poésie, fait rare de nos jours où le spectaculaire et le tape-à-l'oeil priment sur l'intelligence du propos.

Malgré une introduction chloroforme, un long crescendo s'amorcera et se terminera par une scène de toute beauté où Madame F. réclame ou simplement constate le silence. Seul remède possible pouvant couvrir ses plaies.

Dénudée d'artifice - Martin Faucher a du mérite à ce chapitre - cette pièce nous permet d'apprécier le talent de deux grand-e-s comédien-e-s. Janine Sutto renverse par son jeu d'une intensité perçante. On ne peut rester insensible aux moments de bonheur ou de détresse qu'elle nous narre. Le spectateur interpellé devient quelque peu mal à l'aise dans le rôle de voyeur qu'on lui attribue.

D'autre part, Marc Béland fait preuve d'une écoute admirable, interrompue par quelques répliques imposées par Madame F. Ce personnage silencieux, d'apparence facile à interpréter, nécessite une concentration totale. Le protagoniste ne peut trahir aucune lassitude.

Ainsi, René Daniel Dubois, après une comédie de boulevard (*Panique à Longueuil*) revient en force avec une oeuvre toute simple mais juste, difficile et poignante. Cette pièce n'est pas gratuite. Elle requiert une concentration totale du spectateur, mais on ne le regrette aucunement.

## • Joséphine la Cantatrice

Tout à l'opposé (autant du point de vue géographique qu'artistique), la Nouvelle

Compagnie Théâtrale présente une pièce de Michael McClure adaptée de Franz Kafka à la salle Fred-Barry. *Joséphine la Cantatrice ou le peuple des souris* nous réserve un tas de surprises agréables. Douze comédien-ne-s sont dirigé-e-s de façon intelligente par André Thérien.

Datant de 1924, cette oeuvre de l'écrivain tchèque emprunte un « fantastique absurde et cruel » où la collectivité écrase toute identité individuelle voulant s'épanouir au soleil. Tous et toutes doivent être traité-e-s sur le même pied d'égalité.

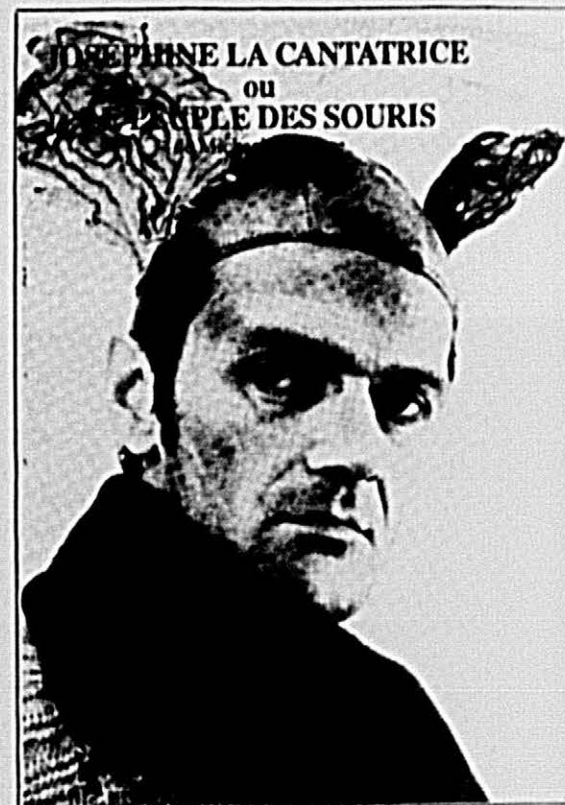
Parmi le peuple des souris, une d'entre elle espère être exemptée des travaux communautaires quotidiens. Joséphine (Linda Laplante) ne veut se consacrer qu'à la chanson, prétextant que le dur labeur lui demande trop d'énergie et affaiblit sa voix. Malheureusement, les juges se refusent à lui accorder cette faveur. On n'admet aucune spécificité dans la tribu. Alors, quelques-un-e-s de ses fans manigancent et tentent en vain de contrer la loi mais sans résultat.

Allégorie d'une lutte contre les débuts d'un communisme envahissant, cette production traduit l'inquiétude, le climat malsain d'un milieu où tous s'épient, n'osent pas aller trop loin. On émet par-ci par-là des idées de révolte, de liberté, mais vaut mieux se fondre à la masse que mourir.

Ainsi, cette noirceur, cette angoisse nous sont proposées de superbe façon par une mise en scène inventive et éclatée variant les superpositions d'actions et utilisations du décor.

On exploite à fond les particularités de la salle Fred-Barry, les personnages déroutent le spectateur autant par leurs entrées (à quatre endroits différents) que par leur jeu cocasse, calquée sur un théâtre de l'absurdité à la veille de s'affirmer.

Seul point négatif, mais il s'avère de taille,

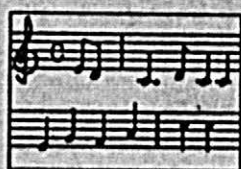


Une souris à la Kafka

la langue fortement québécoise est utilisée hors contexte. Kafka utilisait une langue sobre, loin de la vulgarité se glissant dans le texte dramatique. En 1990, il semble que ce genre de couleur locale pourrait être évité, et considéré comme désuet.

A n'en pas douter, cette pièce vaut la peine d'être vue. Elle demeure toujours d'actualité, surtout depuis les changements drastiques s'étant produits en Europe de l'Est.

# Pari perdu



## musique

Judith Cotton-Montpetit

*De Geneviève Paris, l'album Miroirs* produit chez Audiodiagram.

Le pari est bel et bien perdu pour tous ceux qui voulaient faire de Geneviève Paris une artiste de renommée nationale et internationale. *Miroirs*, son dernier album, ne dégage aucune originalité musicale et littéraire.

Elle a des fans un peu partout au Québec et en France (son pays d'origine). Les critiques montréalaises l'ont portée aux nues. Pourtant, on écoute et réécoute ce disque à la recherche de la voix, du rythme ou des paroles qui déclencheraient un coup de coeur. Malheureusement, les efforts sont vains...

Paris a, sans aucun doute, un bagage et une technique musicale très riche. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard qu'à l'âge de 17 ans, elle sort du Conservatoire international de musique à Paris avec le premier prix. En 1974, Geneviève Paris suit Maxime Le Forestier en tournée. Elle aura le privilège d'être guitariste dans le spectacle et de se produire en première partie. Le tout la lance pour enregistrer son premier album intitulé *11 chansons*.

L'année suivante, même topo : un grand nom (Julien Clerc), une tournée, un job de guitariste et une performance en première

partie. *Entre le vert et le gris*, son second album, est enregistré en 1978. Elle décide à ce moment d'entreprendre une carrière solo. Alors, suivent deux autres disques : *Boulevard du crime* et *Achevez-moi* dont les paroles sont de Thierry Séchan.

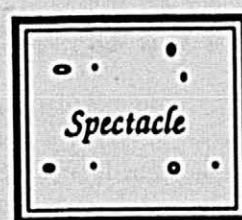
En quête d'une vie plus stable, Paris s'établit définitivement au Québec en 1983. Elle y fera des tournées, des festivals (dont, entre autres, le Festival d'été de Québec), interprétera et écrira une chanson pour un film de Léa Pool (*La femme de l'hôtel*). Elle présente aussi au public de Montréal un spectacle présenté à l'Espace Go en 1988 (*Paris brûle-t-elle?*).

Geneviève Paris a sa guitare dans la peau; elle ne sert pas de simple appareil. Elle l'utilise très bien. Les limites musicales explorées dans cet album sont trop restreintes pour le potentiel de cette artiste. Les thèmes musicaux sont redondants comme s'ils étaient renvoyés maintes fois sur eux-mêmes. Les miroirs jouent parfois de mauvais tours!

Sur qui porter le blâme? Sur Marc Pérusse qui signe la réalisation de l'album ou sur l'artiste qui signe la composition de toute les chansons? Qui sait. Le résultat est pourtant là : un disque où aucune pièce ne se démarque. Quand, par bonheur, la musique semble intéressante, c'est la voix ou les paroles qui ne suivent pas.

*Miroirs*, c'est surtout un disque qui reflète les préoccupations de Geneviève Paris. En un mot : l'amour. Neuf chansons sur dix parlent d'amour. Ce n'est pas ce qui est dit

# Un Kâ exceptionnel



## Spectacle

Patricia Da Silva

*Kâ, concert-performance* de Martine Michaud au Théâtre Élysée.

Dans l'ancienne Égypte, le kâ est la partie divine de l'être, ce qui le distingue de la matière inanimée. Cette âme, qui continue d'exister après la mort, doit cependant conserver une image matérielle sur la Terre (des illustrations ou un nom gravés sur le tombeau). Kâ est aussi le titre d'un spectacle très avant-gardiste qui a gagné le prix de la meilleure mise en scène en 1989 au Gala de l'ADISQ.

Martine Michaud personnifie l'unique femme-Pharaon, Maatkarê Hatchepsout. La souveraine qui a dirigé l'Égypte pendant près d'un quart de siècle, fut reniée par ses successeurs qui essayèrent de détruire toute preuve de son existence. Malgré tout, des archéologues retrouvèrent quelques artefacts et ont pu retracer la vie de cette grande dame.

On déterre cette vie marginale avec un qui embête, c'est la façon dont c'est dit : « Oh je brûle pour toi, je brûle pour toi » (*Je brûle*) et « Je te regarde à l'autre bout de la pièce. Je te regarde sans que ça paraisse. » (*Je te regarde*). Vous voyez le genre! *Au milieu des ruines* est de loin la plus belle des chansons : « Elle danse au milieu des ruines. Dans la poussière qui lève, la fumée des

mélange de chants rock-opératiques, de chorégraphies moderno-égyptiennes, de mise en scène théâtrale et de technologie audiovisuelle. La voix de la chanteuse est puissante et la musique impressionnante, grâce à une technique sonore dite « holophonique », bien maîtrisée par Alain Déry.

On exploite remarquablement un écran semi-opaque qui divise la scène en y projetant des images ou de la lumière. Ainsi, grâce à cette juste utilisation de moyens techniques, on réussit à créer une ambiance digne de l'Égypte des Pharaons.

Martine Michaud est accompagnée par la danseuse Lina Cruz qui symbolise le double muet de Maatkarê Hatchepsout. Les deux artistes se complètent comme les deux parties de la Pharaonne. Il est agréable de voir une si belle communion entre les différents éléments d'un spectacle.

Dans le jugement de Hatchepsout, (dans l'ancienne Égypte on croit aussi au jugement après la mort) on confie au public le rôle de témoin devant Osiris et les autres dieux-juges. En deux parties, Maatkarê raconte sa vie en guise de plaidoyer : son existence dans le monde matériel et sa vie dans l'au-delà. usines, elle donne forme à ses rêves quand son corps les devine. »

Néanmoins, ce disque très inégal reflète le portrait d'une artiste au potentiel immense mais ayant décidé de se reposer le temps d'une production. Espérons qu'elle saura remporter le quitte ou double de sa prochaine sortie.



## Culture

## Le syndrome de Cézanne ou Marok



## exposition

Eric Girouard

*Critique d'expositions à Montréal :  
Oeuvres récentes de  
Bruno-Carl Bérubé  
au Complexe du Canal  
Lachine 4710 St-*

*Ambroise, dim. au lun. 10h à 19h, jusqu'au 28  
Sept. Les impressionnistes au Musée des Beaux-  
Arts de Montréal, 1379 Sherbrooke O., 10h à 19h,  
10h à 21h en fin de semaine jusqu'au 14 octobre.  
Retour sur l'exposition de John F. Marok au  
musée Marc-Aurèle Fortin.*

Montréal n'est plus la métropole qu'elle était. Son influence économique, politique et artistique s'est déplacée vers Toronto. Il y a à peine vingt ans, lorsqu'on nommait les artistes canadiens d'importance, on nommait ceux de l'école Montréalaise : Borduas, Fortin, Molinari, McEwen, Gagnon et Riopelle - et j'en passe - tous des Québécois francophones.

Mais depuis ce temps-là l'argent s'est établie en Ontario et a ainsi commencé à promouvoir les artistes locaux plutôt que d'importer ceux des autres régions du pays.

Ce déplacement du pouvoir a évidemment aussi plongé les artistes québécois dans l'underground culturel canadien et la situation présentement en vigueur à Montréal prouve que le spotlight Torontois tend à oublier le reste du pays.

Par exemple, la superbe galerie Lavalin (1100 Boul. René-Lévesque O.), exemple du mécénat industriel par excellence, fermera bientôt ses portes faute de visiteurs et, par conséquent, faute d'argent.

Notre Musée des Beaux-Arts, qui doit financer son expansion, nous refile les toujours populaires (lire *profitables*) Impressionnistes, ceux-ci de la collection de l'armateur suisse E.G. Bührle. Il y a là quelques

petits chefs-d'œuvre à voir absolument : Cézanne, Kandinsky et Van Gogh surtout, mais en général l'exposition ne casse pas grand-chose. C'est bien, c'est à Montréal mais c'est aussi un peu décevant qu'on ne nous permette pas d'avoir vraiment accès aux multitudes d'œuvres impressionnistes d'importance (qui sont restées cloîtrées à Paris et à New-York) que le titre de l'exposition semble nous promettre mais qui ne font même pas partie de la collection Bührle.

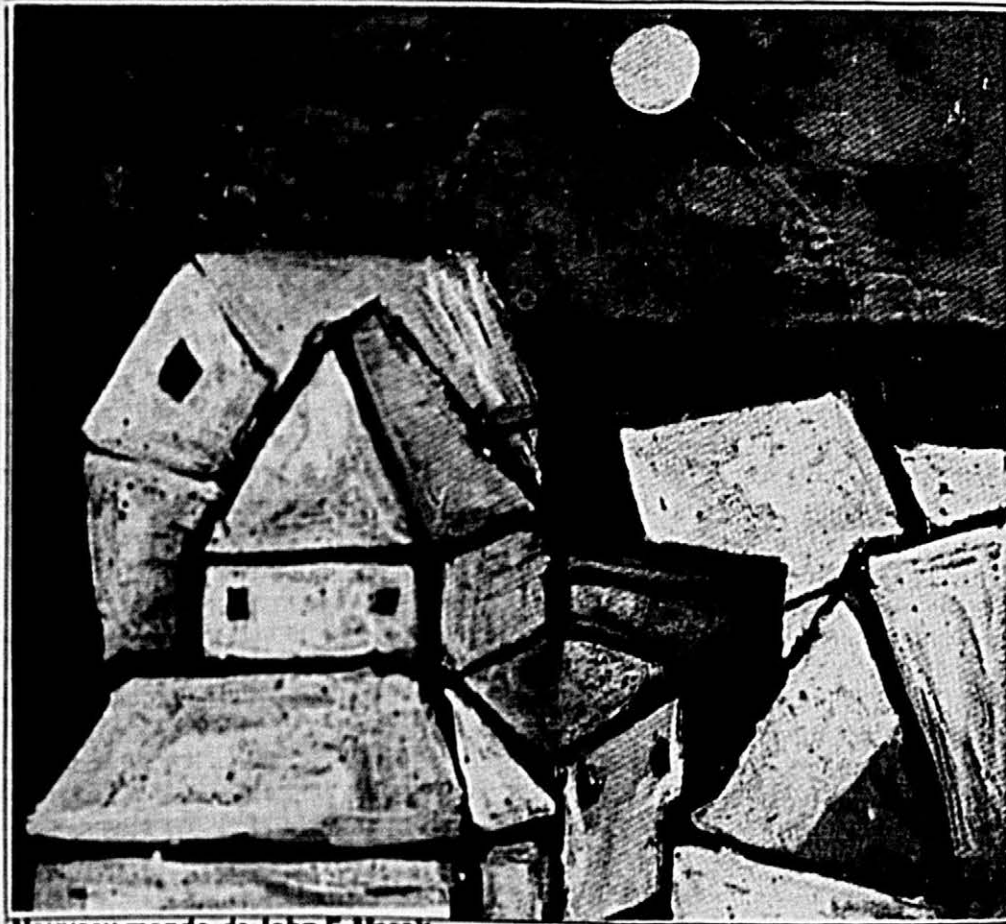
A Montréal, l'art vivant survit dans les galeries dites *parallèles* ou *alternatives* et lorsque, par chance, un artiste est *découvert*, son temps d'exposition dans les lieux commerciaux est limité à quelques jours.

Cette situation correspond exactement à celle de John F. Marok, un peintre d'origine montréalaise, maintenant âgé de trente ans. Il a été révélé l'année dernière par le comédien Jean Lapointe, qui est aussi un des membres fondateurs du Musée Marc-Aurèle Fortin (118 rue St-Pierre, Vieux-Montréal).

Ses œuvres figuratives sont énergiques, vivantes. On en ressent que l'artiste est jeune et qu'il peint avec toute la vigueur de celui qui n'a toujours pas atteint son but. Ses œuvres *néo-expressionnistes* ressemblent parfois un peu trop au style d'autres peintres, certains de ses personnages (Méphisto ou Cathy par exemple) nous référant directement à Philip Guston ou Picasso. Mais Marok sait où il s'en va, il ne prend certainement pas le chemin le plus court mais ses méandres nous fait découvrir son plaisir de peindre.

La seule chose regrettable de cette exposition ce sont les cadres que le musée a imposé à John F. Marok. L'effet dramatique de ses peintures s'est retrouvé étouffé lorsqu'entouré de ces monstrueux cadres au style salon-Westmount totalement dépassé. Et c'est malheureux que son exposition n'aura duré que trois jours!

Pour avoir un véritable aperçu de l'art tel



Nouveau monde, de John F. Marok

qu'exprimé par l'artiste (cadres compris!) sans l'intervention modérante des proprios de galeries ou des directeurs de musées, c'est du côté alternatif qu'il faut regarder.

C'est dans cette catégorie qu'on pourrait classer le Complexe du Canal Lachine (4710 St-Ambroise) qui est essentiellement un édifice à studios mais qui a aussi quelques espaces à louer (au frais de l'artiste) pour les expositions.

Parmi les multiples exposants, il y a Bruno-Carl Bérubé dont le sens de l'humour devient aussi important que sa technique ou son engagement social. Ses grandes toiles

possèdent toutes un large espace vide au centre du tableau et sa *peinture* est en marge de ce carré. Ses images sont tirées des publicités les plus souvent vues, auxquelles il juxtapose des slogans qu'il répète sur chaque arête du carré en les déformant jusqu'à en faire des jeux de mots.

C'est intéressant, c'est drôle, c'est vivant et c'est cynique. L'art visuel à Montréal n'est pas aussi moche qu'il le semble, mais il faut le rechercher et le prendre quand il passe, parce que des fois il passe trop vite.

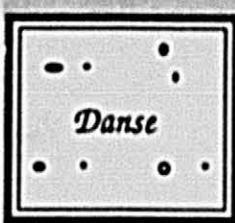


Enfin, la femme-Pharaon repousse l'accusation d'impotisme qui pèse sur elle : « J'ai refusé la pire impotisme : régner dans l'ombre d'un autre. »

Martine Michaud nous offre un spectacle d'exotisme mais aussi d'engagement car on y dénonce l'injustice de la loi et on y prône l'égalité des sexes. Elle lance même des clins d'œil audacieux à la société : « Ils ont toujours jeté des pierres sur les femmes insoumises ». La fin du spectacle est émouvante lorsque Maatkaré Hatchepsout nous lance un appel en entonnant *Remember me*.

Kd est une très grande production qui ne fait pourtant pas l'unanimité. Il est vrai que l'on peut rester complètement indifférent lorsqu'on nous défile des chants en allemand, en anglais et en français. Par contre, si on a un goût d'engagement féministe ou simplement d'exotisme, on ne peut s'empêcher d'accrocher à la magie de Kd.

## Émotion et passion



Nathalène Armand-G.

## Danse

*Romulo Larrea et  
son ensemble, specta-  
cle de tango, le 30  
septembre à la maison  
de la culture de la chapelle du Bon Pasteur.*

Rage destructrice. Sensibilité écorchée. Le tango a toujours été reconnu pour son intensité.

C'est à travers les souffles de son bandonéon (instrument à soufflet d'origine allemande) que Romulo Larrea nous expose son concept : associer une musique riche en texture avec la grande compétence des artistes québécois.

Accompagné par une formation de chambre, M. Larrea propose un répertoire uniquement puisé dans celui du maestro : Astor Piazzola.

En interprétant de façon personnelle des partitions du célèbre bandonéoniste, Romulo Larrea promet un calibre musical supérieur, riche en harmonisation. Il a confié, du reste, avoir reçu un véritable encouragement, voire une collaboration, de la part de M. Piazzola.

Né à Montevideo en Uruguay, le tango s'imisce tranquillement dans la jeunesse de Romulo Larrea. Au tout début, ce rythme latino-américain prend part au milieu de sa vie quotidienne, partagé entre les jeux d'enfants et l'école.

C'est à l'âge de l'adolescence qu'il décide d'étudier sérieusement le bandonéon, instrument fétiche de ce style musical.

Membre fondateur du premier ensemble de tango argentin au Canada (Tango x 4), principal propagandiste du groupe Quartango (dissout en 1988), il fait maintenant carrière de soliste.

Danse provocatrice, musique traditionnelle et nostalgique, le tango moderne est aujourd'hui axé sur un contenu musical complexe, d'une grande richesse.

Depuis le début des années 1910, le tango a été synonyme de chorégraphie lascive et sensuelle.

C'est avec la venue d'Astor Piazzola que le tango acquiert ses lettres de noblesse en s'affichant comme un style musical à part entière.

Malgré tout, encore aujourd'hui, le tango reste un courant musical avant-gardiste.

Tranquillement, le public québécois développe son oreille aux textures complexes des harmoniques. Selon M. Larrea, le tango « est une grande musique de chambre » qui exige toute la technique et les qualités d'interprètes de la part des musiciens.

Le but que Romulo Larrea voudrait atteindre est d'arriver à vulgariser le tango par l'association du répertoire d'Astor Piazzola tout en gardant sa force rythmique et sa richesse musicale.

Malheureusement, la popularisation du tango est lente. Non pas à cause du public

(celui-ci, au contraire, s'accroît) mais par la faute d'un manque de promotion de la part des diffuseurs radiophoniques.

La maison de la culture du Bon Pasteur offre la possibilité au public d'écouter un répertoire d'un grand compositeur de tango à travers les arrangements personnalisés de Romulo Larrea.

Dimanche le 30 septembre, Mr Larrea nous propose donc « du tango à son meilleur ». Fort, sensible, sensuel. « De la musique de trippes ». Avis aux amateurs d'émotions fortes!



Romulo Larrea



# Pour une vraie démocratie

« Si tous les Hommes(sic) sont égaux, certains sont plus égaux que d'autres ». Cette célèbre phrase d'Orwell décrit mieux que toute autre l'omniprésence d'une réalité oppressive, sous-jacente au concept de démocratie.

par Jean-Pierre Corbeil

La démocratie -qui signifie pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple- sous-tend une situation où tout ce qui représente une existence ou une sensibilité qui se distingue de celle de la majorité, est immédiatement perçu par l'opresseur (conscient ou non) comme étant contre-nature.

Le cours de l'Histoire est jalonné d'exemples de régimes soi-disant démocratiques, dont l'existence même dépendait de l'aliénation d'une tranche ou d'une autre de la population.

Les femmes, par exemple, se sont vu refuser à maintes reprises dans l'Histoire le statut d'être humain à part entière -elles n'ont ainsi acquis le droit de vote au Québec que depuis un demi-siècle. De même, la discrimination sur la base de la classe sociale, le groupe ethnique, l'incapacité physique, l'âge ou l'orientation sexuelle laissent perplexes.

Cette stigmatisation des minorités visibles et invisibles dans la déviance -les femmes n'ayant de minoritaire que leur présence dans les cercles du Pouvoir- entretient un état de fait où l'idéologie démocratique est celle du mâle, blanc et hétérosexuel.

Comment est-il possible donc de pouvoir parler de démocratie sans que le sort des nombreuses minorités ne soit relégué, comme le disait Brassens, à la « fosse commune de l'Histoire » ? Comment respecter l'idéal démocratique sans que l'orthodoxie idéologique du plus fort n'ait préséance ?

Les réalités canadienne et québécoise au quotidien démontrent, et ce assez clairement, que les réponses à ces questions ne vont pas de soi. Non seulement les Québécoises et les Québécois francophones parviennent-ils de peine et de misère à se faire accorder un statut distinct par le reste du pays,

mais encore leur reproche-t-on d'être différents.

Cette pédagogie de la culpabilité qu'exerce le dominant sur le dominé, et qui consiste à faire porter par ce dernier la responsabilité première de sa condition, est une stratégie souvent utilisée pour contrer les velléités émancipatrices des groupes minoritaires.

Il arrive parfois que le groupe dominé devienne, dans d'autres circonstances, groupe dominant. L'exemple est criant lorsque l'on aborde la question des peuples autochtones et l'attitude des Québécois et Québécoises à leur égard (les Canadiens anglais n'y perdent sûrement pas leur statut de dominant dans cette histoire).

Que dire encore de l'assaut policier en juillet dernier à Montréal contre un groupe d'hommes et de femmes déterminé-e-s à afficher ouvertement leur façon différente d'aimer ? Les exemples du genre sont légion et ne font que démontrer à quel point la place des minorités au sein des États dits démocratiques est précaire.

Y a-t-il une place pour ces minorités dans nos sociétés ? Comment arriver à percevoir ces dernières comme une richesse pour la col-

lectivité ? Dans un essai pénétrant sur les multiples facettes de l'intolérance, Lise Noël dépeint avec beaucoup de sensibilité le rôle crucial que doivent jouer individus et collectivités pour s'émanciper de l'oppression qu'ils subissent.<sup>1</sup>

Devant un dominant qui impose sans cesse les caractéristiques de sa propre spécificité, la tâche du dominé ne consiste en rien de moins que de réapproprier son identité et conquérir son autonomie par la participation au pouvoir. La honte d'être inférieur et l'acceptation d'une subordination au discours et au savoir monolithiques de l'opresseur doivent cesser si l'opprimé aspire à prendre le contrôle de son propre sort.

Tâche difficile s'il en est une, l'émancipation à laquelle aspire l'opprimé ne doit pas tant consister « à interchanger les rôles d'opprimé et d'opresseur qu'à changer les modes de définition de l'identité ».<sup>2</sup> Puisque le pouvoir ne se donne pas, mais plutôt se prend, le dominé doit en arriver à changer les rapports de force entre lui et le dominant.

En pleine ère de néo-conservatisme social et de néo-libéralisme économique, le dominant ne se rend

même pas compte que la prétendue objectivité qu'il se targue de promouvoir n'est en fait trop souvent qu'interprétation au travers d'un prisme subjectiviste.

Non seulement le dominé a-t-il droit à la différence, mais la richesse qu'il constitue pour la majorité dominante réside dans la lutte qu'il mène pour montrer « en quoi le dominant est lui-même toujours l'autre de quelqu'un : ni échelon supérieur d'une hiérarchie des êtres, ni totalité dans une représentation de l'humanité dont il épouserait parfaitement les contours, mais incarnation d'une altérité relative, au même titre que toutes les minorités ».<sup>3</sup>

Ainsi le message véhiculé par la vraie démocratie ne sera jamais celui qui sous-entend une quelconque loi de la majorité mais plutôt celui par lequel toutes et tous participent au tout selon leur spécificité. Nulle autre n'est compatible avec l'idéal de justice.

1. L'intolérance: Une problématique générale, Lise Noël, éditions du Boréal, 1989.

2. ibid p.170.

3. idem.

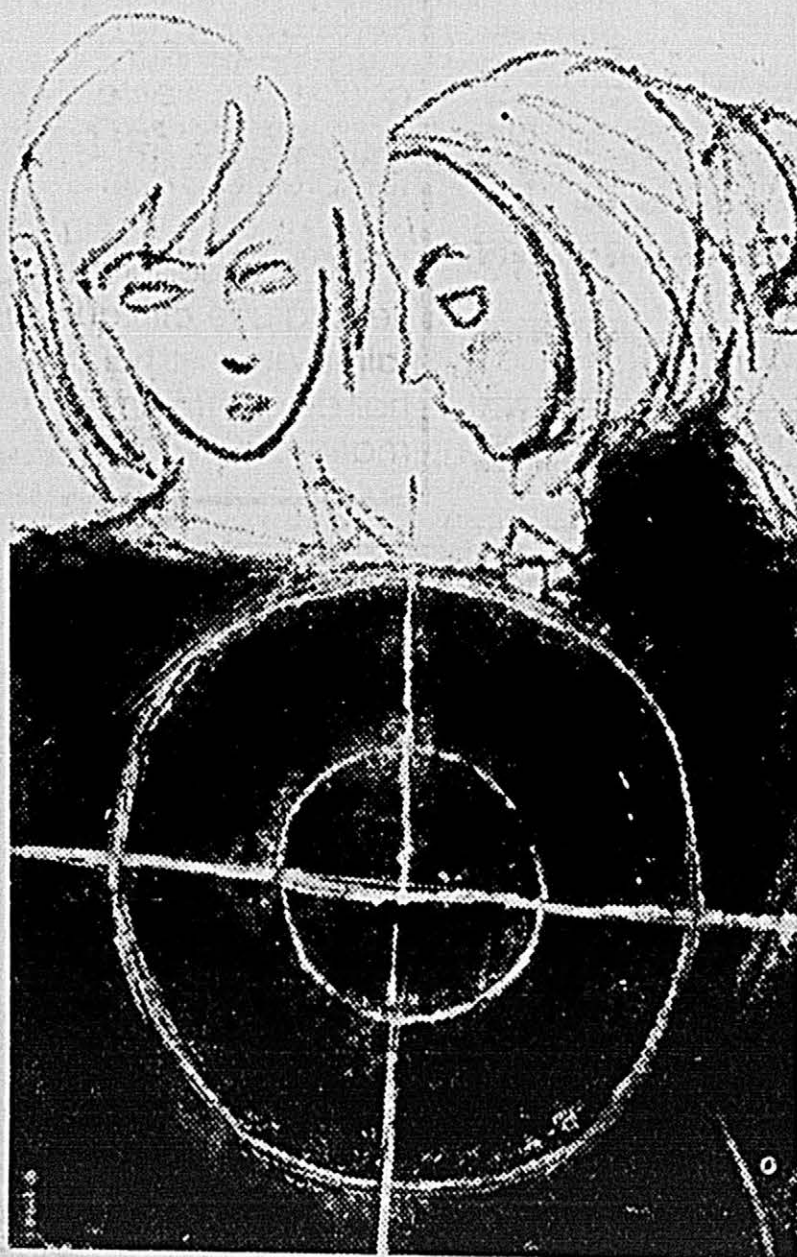
## ...sécurité

suite de la page 3

minime des agressions serait rapportée, environ dix pour cent.

Ainsi, vendredi soir dernier, il y a eu une marche de protestation organisée par le Centre de Prévention des Agressions de Montréal qui avait pour but de combattre toutes les formes de violence et de sensibiliser la population montréalaise aux risques réels pour les femmes de se promener seules dans les rues. Une trentaine d'étudiantes de McGill y participaient. Les organisatrices de la marche étaient très satisfaites de la participation de 250 personnes. En criant le slogan « ...la rue, la nuit, les femmes sans peur... », le désir de reprendre en main la situation à Montréal était évident. L'objectif prochain est de transformer cette bonne volonté en action concrète.

Il existe plusieurs projets comme la possibilité de faire une étude sur la sécurité à Montréal par quartier comme celle qui a déjà eu lieu à Toronto. Mais, pour ceci, il faudra qu'il existe une coalition entre les groupes communautaires qui sont extrêmement décentralisés et éphémères. On espère que le sujet de la sécurité des femmes ne sera pas passé sous silence d'ici les élections municipales du 4 novembre.



Réunion du Daily Français

Aujourd'hui

17h30

local B-03 (sous-sol)  
Centre Universitaire

Bienvenue aux nouvelles  
et aux nouveaux !

Aucune  
expérience  
requis









# Publicité trompeuse sur le campus

Philippe Archambault

En automne et au printemps, on peut assister à McGill à un phénomène unique. On se sert des trottoirs comme panneaux d'affichage. Toute cette publicité part au vent ou est nettoyée par les employés d'entretien.

L'affichage sur les trottoirs du campus dérange évidemment l'environnement. Le papier se détache très vite sous les souliers des passants et se retrouve dans la nature. Puis, un peu partout, on peut voir du papier collant noirci, reste de ce type de publicité.

Le problème retombe surtout sur les employés d'entretien. Ceux-ci doivent enlever les affiches dès qu'ils s'en aperçoivent et on peut également voir, de temps à autre, des employés gratter du papier collant.

• Qui?

Le problème est général. Les trottoirs semblent être un bon moyen de communication. L'AIESEC (l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et en commerce) a littéralement pris d'assaut les marches du pavillon Union la semaine passée lors de leur *Career day*. Et ce, malgré la bannière qui flottait devant l'édifice. Pendant une heure, on pouvait voir une vingtaine de petits cartons annonçant l'événement. Après le passage de la foule du midi, il n'y en avait plus.

Vendredi passé, un étudiant collait des affiches par terre, près des rues Université et des Pins. Celles-ci annonçaient le prochain party de la fraternité Alpha-Sigma-

Pi. L'étudiant trouvait son travail bien normal, puisque la pratique en est très répandue. Selon lui, c'est un bon moyen d'informer les gens. Il n'y a pas de conséquences graves, puisque les employés de McGill nettoient régulièrement les trottoirs. L'étudiant ne s'est pas nommé.

Même GQRIP (Groupe québécois de recherche d'intérêt public), qui ont implanté un programme de recyclage à McGill, ont utilisé ce moyen de publicité. Ils annonçaient leur *Tenants rights Clinic*. Garry Saxe, un des collaborateurs au projet, était vraiment surpris en apprenant ce fait. Il a avoué que personne à GQRIP n'avait pensé aux conséquences de ce type de publicité. Il a promis de soulever la question lors de la prochaine réunion. Selon lui, GQRIP n'affichera plus sur les trottoirs.

• L'administration

M. Sam Kingdon, VP associé aux ressources physiques, trouve ce genre de publicité déplorable et irrespectueux. C'est lui qui a demandé aux employés d'entretien et aux agents de sécurité d'enlever les affiches qu'ils voient et d'avertir les étudiants pris sur le fait. Lui-même met la main à la pâte et arrache les affiches collées sur les trottoirs et les édifices de l'université.

D'après M. Kingdon, la politique de McGill est claire. On peut seulement afficher sur les tableaux prévus à cette fin à l'intérieur de chaque édifice ou sur le seul tableau extérieur, entre les pavillons Leacock et Arts.

Les employés ne peuvent qu'avertir les étudiants surpris en

train de coller des affiches car il n'y a aucune sanction de prévues.

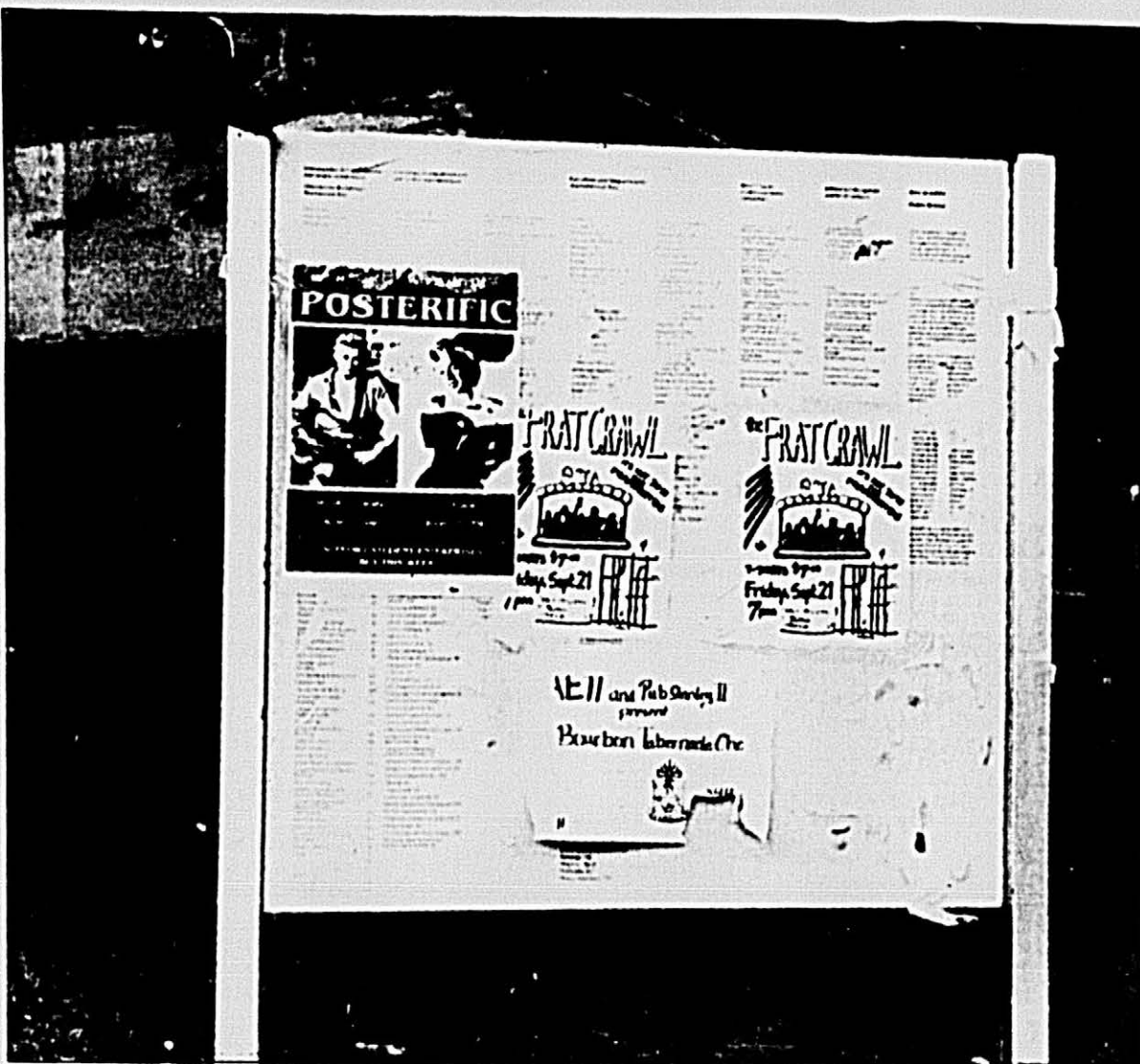
M. Kingdon a envoyé l'année passée une lettre à ce propos à l'association étudiante (SSMU) et aux directeurs des bâtiments. Il offrait en outre à la SSMU que celle-ci lui suggère des solutions visant à améliorer ou à changer la politique

d'affichage extérieur. Comme la SSMU ne lui a pas donné de réponse, M. Kingdon songe à envoyer la lettre une seconde fois.

A la SSMU, tout ce qu'on pouvait dire c'est qu'il n'existait présentement aucune politique à ce sujet. La SSMU ne peut donc pas sanctionner les groupes sous sa tu-

telle qui affichent sur les trottoirs.

Il est vrai que le code de conduite de la SSMU traite entre autre de la publicité, mais il y est seulement mentionné que les groupes ne peuvent pas publier d'auto-collants et doivent toujours utiliser le logo de la SSMU (les trois oiseaux) sur leurs affiches.



Même les affiches de McGill n'échappent pas au vandalisme

PHOTO DAILY PHILIPPE ARCHAMBAULT

# Pakistan: la chute de Bhutto

Frédérique Disant

Bien que masquée par la crise du Golfe déclenchée par l'Irak, l'éviction, le 6 août dernier, de celle qui fut la première femme chef de gouvernement d'un Etat musulman n'est pas anodine. Il suffit, pour s'en rendre compte, de considérer le parcours de Bénazir, fille d'Ali Bhutto, ancien premier ministre du Pakistan condamné à mort et exécuté par le régime dictatorial du général Zia Ul Haq en 1979.

Détenue en prison et relâchée, victime d'assignations à résidence, de souffrances morales, et exilée en Europe à plusieurs reprises, Bénazir Bhutto mène son combat pour un Pakistan démocratique depuis près de dix ans. Son accession au pouvoir en août 1988 est le début d'un « répit » de vingt-et-un mois pendant lesquels elle s'attache à moderniser et à agrandir les ports, à mettre en place un système d'assurance sociale et à améliorer la condition féminine de son pays, tout ceci au prix d'un alourdissement des charges fiscales.

Aujourd'hui accusée de corruption et de népotisme, Mme Bhutto

n'aura donc pas eu le temps de mener ses projets à terme. Tous les espoirs de la communauté pakistanaise de McGill fondés sur ce programme, sur sa volonté d'innover, semblent aujourd'hui être déçus et la confiance en l'avenir n'existe plus.

Selon eux, la première femme du Pakistan était destinée à gouverner cinq ans de plus. Malheureusement, et contrairement à Corazón Aquino aux Philippines, elle n'aura pas bénéficié de l'appui des militaires et de l'Eglise dans son combat. Les Mullahs (docteurs de la Loi Coranique dans l'Islam Chiite), partisans de la dictature militaire de Zia, l'auront toujours discréditée aux yeux du Président Ghulam, en décrétant l'incapacité d'une femme à tenir les rênes du pouvoir.

Son cabinet, parce que composé de jeunes ministres inqualifiés, et par le fait même plus dociles, et de membres de sa famille (son beau-père Ali Hakim Zardari était responsable du Trésor), ne pouvait résister plus longtemps aux attaques. De plus, les démissions suc-

cessives de plusieurs ministres dont Mustafa Ghulam Jatoi qui vise aujourd'hui le poste de premier ministre, laissent présager un affaiblissement du gouvernement et un isolement de plus en plus net du premier ministre.

Les alternatives pour le futur ne sont pas réjouissantes mais nous pouvons peut-être envisager des scénarios moins pessimistes. Bénazir Bhutto peut perdre son procès juste avant les élections prévues pour le 24 octobre, auquel cas, il ne lui sera pas possible de prétendre au poste de premier ministre pendant au moins sept ans. Soit elle gagne le procès mais cette supposition est peu probable puisque ses adversaires ont toutes les preuves de leur côté pour assurer leur victoire. Soit encore, le jugement n'est pas rendu à temps et elle se présente à ces élections, qu'elle aurait des chances de remporter.

Peut-être trop jeune mais très populaire, inexpérimentée mais très érudite, Bénazir a un nom à porter et une revanche à prendre : aidée de son frère Mir Murtaza, la fille de l'Est continuera sa lutte pour un Pakistan égalitaire et progressiste.

